

« Un espace populaire d'éducation, de communication, d'information et d'actions citoyennes pour la construction d'un autre monde, plus inclusif, plus solidaire et plus juste. »

Le Forum des peuples a rendez-vous au Mali

www.forumdespeuples.org

G8 : Les puissants en Ecosse, le forum des peuples au Mali

Du 6 au 9 juillet 2005, en contrepoint au G8 qui se déroulera à Gleneagles en Ecosse, c'est à Fana, au Mali, que s'organise le Forum des peuples. Une initiative originale, initiée depuis quatre ans maintenant par la Coalition des alternatives africaines dette et développement (CAD Mali/Jubilé 2000).

Retour, dans cette brochure, sur le Forum des peuples version 2004 qui s'est tenue à Kita. Ou comment s'affirme en Afrique de l'Ouest la construction d'un mouvement altermondialiste... et populaire, encore trop méconnu, quand il n'est pas ignoré.

Au sommaire

_Une mobilisation populaire	2
_L'altermondialisation s'invite à Kita	3
_Paysanneries du Sud en résistance	4
_Et les femmes paysannes ?	5
_Le chemin de fer : comme le sang pour le corps humain	7
_Services publics à l'agonie : témoignage du Niger	8
_Déclaration finale du forum des peuples	10

**Coalition des
alternatives africaines
dette et développement
(CAD)**

Personne à contacter :

M^{me} Barry Aminata Touré,
présidente

Tél/Fax : (00-223) 224-01-34.

Portable : (00-223) 672-05-25

Courriel : jubilecad-mali@cefib.com

CAD-Mali (membre de Jubilé Sud)

BPE1539, Route Djélibougou

Doumanzana,

rue 251, porte 370, Bamako, Mali.

Une mobilisation populaire

Ce fut Siby d'abord. Kita ensuite. Ce sera Fana en 2005. Le forum des peuples, en se déplaçant à travers le Mali, a fait le choix d'une mobilisation toujours plus large et, surtout, populaire. Hébergement, alimentation, traduction en langues locales... il s'agit de faire au mieux avec les moyens du bord. Une façon de s'immerger dans la vie quotidienne du plus grand nombre, de donner voix aux sans-voix.

Au terme de quelques 5 heures de route sur une piste de terre rouge, c'est l'arrivée à Kita. La nuit est déjà tombée, les corps sont fatigués. Il faut trouver un matelas, un toit. Le forum des peuples démarre un peu dans la bousculade et déjà quelques mécontents se font entendre. Les organisateurs de cette rencontre n'ont pas choisi la facilité : « En choisissant le milieu rural comme site d'accueil, plus proche de la majorité des populations de nos pays, le forum des peuples a voulu signifier qu'il faut partir de cette réalité. » Au risque de déplaire à certains, plus habitués aux forums et autres séminaires qui se déroulent en ville dans des hôtels internationaux. Ici, pas d'hôtel de luxe, un logement correct mais très simple pour les participants étrangers, des salles de classe aménagées en dortoir pour les Maliens, un repas préparé par un collectif de femmes et que l'on consomme à plusieurs mains dans les plats communs. Un accueil par le chef de villages, les autorités locales et la confrérie des chasseurs. Ici, des ateliers et des plénières qui se déroulent en bambara et en français, une forte participation paysanne, un unique cybercafé qui ne parvient pas à se connecter au réseau. Ici, sans doute parce que la mondialisation des solidarités

est au cœur des échanges, l'éloignement géographique et l'isolement social n'en paraissent que plus criants. A quelques centaines de kilomètres de Bamako, c'est un autre Mali qui se laisse découvrir, plus meurtri encore que ce que la capitale ne laisse entrevoir. Un forum des peuples en milieu populaire : un choix d'organisation comme un acte fort, un geste politique.

Faire avec ce que l'on a

« Certaines personnes ont refusé de participer dans ces conditions. Mais comment avancer si nous ne partons pas de nous-mêmes, de nos conditions de vie, de la situation dans laquelle nous sommes ? », interroge Ibrahim Hamani Souley, bénévole engagé dans l'organisation du forum. L'expérience du Forum social mondial de Mumbai a convaincu ceux des Africains qui ont pu y participer. « L'idée est de changer les mentalités des intellectuels à l'égard des populations locales et l'inverse aussi, qu'ils apprennent à se connaître et à se comprendre et à cerner ce qu'ils peuvent s'apporter mutuellement. Les politiques dont nous allons parler concernent directement les paysans dans leur quotidien. Eux n'ont pas eu l'occasion d'aller à l'école, nous leur devons des expli-

cations. Nous voulons aussi que l'organisation du forum participe à sa manière au développement local. Pour les repas, 70 à 80% des dépenses doivent être faites au niveau de Kita. Cinq femmes par quartier se sont mobilisées, soit 65 femmes pour la cuisine plus 15 femmes de Bamako qui voulaient participer. »

Le choix de Kita ne s'est pas fait facilement. « Toutes les villes du Mali voulaient le forum des peuples chez elles, explique Nouhoum Keita, journaliste, responsable à la communication de ce forum des peuples. Elles sentent qu'il existe une dynamique de lutte, elles veulent le rejoindre. » Parce que face à la dégradation des conditions de vie de leurs administrés, les autorités locales elles-mêmes — démunies — sont en quête de réponses, d'alternatives. Kita a emporté l'adhésion des organisateurs, contexte oblige, celui de la privatisation chemin de fer et de la nécessité de manifester son soutien aux syndicats paysans très dynamiques dans la région.

Vers un élargissement social

« Mais l'année prochaine, ce sera Fana, la ville du coton. » Autre lieu, autre priorité, mais toujours la même préoccupation, sensibiliser encore plus largement ceux qui sont d'habitude exclus de ce type de rencontres. « Quand on donne à quelqu'un les moyens de dire là où il a mal, sa conscience s'éveille, témoigne Ibo Fourératou Issoufou, coordonnatrice du Forum social des femmes au Niger. La plupart des rencontres sont toujours des débats d'élite. Cette fois-ci, on a donné la parole aux sans voix et ils se sont exprimés. Et nous avons beaucoup appris d'avoir pu vivre avec eux un peu de leur quotidien. »

« Cette route, difficile, nous ramène aux conditions de vie quotidiennes des gens au nom desquels nous nous sommes permis, nous les citoyens, de parler, sans aucun mandat souvent. A force d'être secoué, on se débarrasse de nos odeurs de Hamburgers et tout le gaz de Coca-Cola s'échappe de nos estomacs et nous pouvons ensuite parler à des hommes qui sont comme nous. »

Une jeunesse qui découvre

Mais au-delà d'élargir la mobilisation à tout le Mali, c'est à la construction d'un mouvement social régional, voire continental qu'entend s'atteler la coalition Jubile 2000/CAD, à l'initiative de ce forum des peuples. D'année en année, la participation des mouvements de la sous-région se fait plus importante. Et pour toute une jeunesse qui franchit parfois ses frontières nationales pour la première fois, la venue au forum des peuples a quelque chose de presque initiatique à la hauteur de ce que le Chiapas et sa «rencontre intergalactique» ont pu représenter pour une génération au Nord. Et c'est pour eux aussi la découverte des multiples obstacles à surmonter pour se déplacer : tracasseries aux douanes, corruption, fragmentation des réseaux de transports, état des routes..., à condition d'en avoir les moyens financiers, il est souvent plus facile de passer en avion par Paris pour se rendre d'un pays africain à un autre, presque mitoyen. Et c'est aussi pour cette jeunesse l'occasion d'entendre parfois pour la première fois les propos de leurs aînés, formés dans les luttes de l'indépendance et que les dictatures ont ensuite fait taire de longues années : à Kita, quelques-uns tentent de transmettre une mémoire de résistance et en appellent «à dépasser le stade des lamentations».

Des solidarités à déployer

L'organisation elle-même de l'événement, à raison d'une assemblée générale ouverte chaque semaine durant plusieurs mois, a tout de l'exercice d'une démocratie participative — inédite jusqu'alors dans les mouvements sociaux. Une dynamique riche de promesses mais consciente de sa fragilité et qui en appelle au soutien et à la solidarité. Pour ne pas donner raison à tous ceux qui sont tentés de voir le monde en noir et blanc, dans un contexte marqué par la guerre en Côte d'Ivoire, la coalition Jubile 2000/Cad s'efforce de convaincre que du Nord au Sud et d'Est en Ouest des solidarités sont à l'œuvre. A construire tout au moins. Rompre leur isolement, s'ancrer dans des réseaux internationaux est pour eux plus que nécessité. Il en va assurément de notre responsabilité. Alors, à nous de jouer !

L'altermondialisme s'invite à Kita

Pour la troisième année consécutive et en contre-point du Sommet du G8, des mouvements sociaux africains s'étaient donné rendez-vous au Mali pour participer au Forum des peuples. Du 6 au 10 juin 2004, près de 700 participants venus de toute l'Afrique de l'Ouest et centrale mais aussi de Belgique, du Canada, de France et de Suisse, se sont réunis dans la petite ville de Kita, à quelques 300 cents kilomètres de Bamako.

KITA, VILLE MARTYRE. Le choix de Kita ne doit rien au hasard. Jadis III^e cercle de l'administration coloniale au Mali, le district de Kita présente aujourd'hui une économie agricole à bout de souffle, asphyxiée par l'imposition croissante des politiques néo-libérales. Un taux d'alphabétisation d'à peine 20%, un système de santé trop cher et inefficace, la mort programmée du transport voyageurs suite à la privatisation du chemin de fer Dakar-Bamako... c'est sous les traits d'une ville-martyre de la mondialisation néo-libérale que Kita accueillait ce rassemblement des peuples. Durant trois jours, paysans, villageois et représentants associatifs ont eu l'occasion d'apporter leurs témoignages, d'échanger leur points de vue et d'amorcer une réflexion commune sur les alternatives citoyennes, placée sous le signe du «refus de la résignation des peuples africains».

LA QUESTION PAYSANNE à l'honneur. La question de la souveraineté alimentaire et de la destruction progressive des agricultures paysannes africaines a été au cœur des préoccupations. Comment en effet ne pas s'insurger contre un système qui à travers des instruments tels que l'OMC, l'accord de Cotonou ou les accords de partenariats économiques régionaux (APER), préconise l'ouverture des marchés agricoles et la mise en concurrence des paysans du monde entier ? Au-delà de l'indignation et de la contestation des politiques agricoles actuelles (voir pages suivantes), les discussions animées sur le sujet ont aussi permis de dégager plusieurs pistes de propositions alternatives. La déclaration finale du forum rappelle et exige quant à elle la «reconnaissance pour tout pays du droit, voire du devoir, de protéger son agriculture par des taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base».

DES SERVICES PUBLICS À L'AGONIE. Le défi de l'accès pour tous aux services de base (santé, éducation, eau, transport, électricité...) a également fait l'objet d'une attention particulière. Conséquences directes des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale depuis les années 1980, l'agonie des services publics revêt aujourd'hui plusieurs réalités (voir pages 9 et 10). Et parfois très surnoises, comme pour le secteur de l'éducation. Ainsi, tenus de réduire les dépenses d'éducation et de «maîtriser» la masse salariale, les Etats africains n'ont d'autre choix que d'accepter le modèle de «contractualisation des volontaires de l'éducation» préconisé par la Banque mondiale. L'Etat est invité à recruter non plus des fonctionnaires mais de jeunes contractuels sous-payés (un tiers du traitement d'un enseignant débutant), sous-formés (formation de 6 mois au lieu de 4 ans), et ne bénéficiant pas de protection sociale. Comment l'école publique peut-elle dans de telles conditions offrir une éducation de qualité pour toutes et tous ?

L'ANNULATION DE LA DETTE ODIIEUSE. Prolifération des armes légères, enjeu du statut foncier en Afrique, conditions d'exploitation des ressources aurifères, immigration du Sud vers le Nord, dégradation de l'environnement..., de nombreux thèmes étaient à l'ordre du jour. Sans compter la question de l'annulation de la dette. Plus de cinq heures de débats y ont été consacrées au cours desquelles les participants auront pu notamment s'informer et échanger sur les fondements et précédents juridiques justifiant l'annulation inconditionnelle de la dette odieuse. De nombreuses propositions y ont également été mentionnées parmi lesquelles la création d'un tribunal international de la dette chargé de régler les litiges entre débiteurs et créanciers.

Paysannerie du Sud en résistance

C'est par un symposium paysan que s'est ouvert ce III^e Forum des peuples. L'occasion de rendre visible le contexte dramatique dans lequel se débattent les paysans africains et de rappeler l'urgence à définir un projet alternatif pour une agriculture africaine jusqu'alors largement méprisée par les pouvoirs en place... et les mouvements sociaux des villes.

Maurice Oudet s'avoue satisfait. Comme un gros soupir de soulagement. «Démarrer ce Forum des peuples par un symposium paysan, c'est un geste fort. Parce qu'on a encore trop souvent tendance à ignorer la paysannerie qui représente pourtant 60 à 80 % de nos populations. Comment imaginer construire un avenir à ce continent en négligeant ses principaux habitants?» Fondateur du SEDELAN (Service d'édi-

cultures vivrières. Kita, elle-même, la ville d'accueil du Forum, s'est développée autour de l'arachide et du coton avant de se débattre aujourd'hui dans une grave crise économique et sociale. Et, alors que les Maliens produisaient un très bon riz, ils l'importent aujourd'hui de Thaïlande. Un simple petit tour rapide sur un marché de Bamako illustre sans peine une situation dramatique : comment la production loca-

mais a chuté de 50%. L'ouverture totale des marchés africains est programmée dans les accords de Cotonou. Et si rien n'est encore fait, l'Europe espère signer en 2007 des accords qui installeront progressivement le libre échange avec différentes régions des pays ACP. Il y a donc grande urgence à réagir si l'on ne veut pas que les populations africaines soient sacrifiées. Non solvables, sans pouvoir d'achat, ne sont-elles pas des populations «inutiles» aux yeux du système libéral qui s'intéresse en revanche avec gourmandise aux terres et aux sous-sol sur lesquelles elles vivent? «L'Afrique serait formidable... sans les Africains», poursuit Bernard Founou-Tchuigoua. Faute de résistance et de mobilisation, qu'advient-il? «Si on ne peut plus vivre comme paysan, on viendra tous dans les villes, prévient Ibrahim Coulibaly, coordonnateur du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) au Mali. Et qui nous nourrira? Il ne nous restera plus qu'à nous manger entre nous.» Sauf à imaginer une Afrique sans paysan ne s'alimentant que par les excédents alimentaires du Nord...

«On a encore trop souvent tendance à ignorer la paysannerie qui représente pourtant 60 à 80% de nos populations.

Comment imaginer construire un avenir à ce continent en négligeant ses principaux habitants?»

tions en langues nationales) et animateur du site www.abcburkina.net au Burkina-Faso, un pays où il vit depuis plus de 30 ans, il est particulièrement attentif au quotidien des paysans qui subissent de plein fouet les conséquences des politiques libérales élaborées au sein de l'OMC et sont gravement menacés dans leur survie même. Présents en nombre au Forum de Kita, venus des huit régions du Mali mais aussi des pays voisins, les paysans n'ont pas manqué de témoigner de leurs difficultés. Menés pour la plupart en bambara, les débats ont été vifs, à la hauteur des inquiétudes, voire du désespoir, des intervenants. Au Mali, c'est 70% de la population qui est active dans l'agriculture. Plus de la moitié de ces familles paysannes ne possède ni charrue ni bœuf. Fortement encouragée, la culture du coton, si elle rapporte des devises à l'Etat, semble réduire les paysans à la pauvreté, épuisant les sols, les poussant à abandonner leurs

le peut-elle résister face au riz importé de Thaïlande, aux poulets congelés en provenance de Belgique, aux oignons des Pays-bas, au lait en poudre européen qui se proposent sur les étals à vil prix?

Des populations inutiles?

En cause, l'ouverture des marchés. «Quelle chance!, ironise Bernard Founou-Tchuigoua, du Forum tiers monde à Dakar. On nous propose d'ouvrir notre marché agricole et que le paysan du Mali soit en concurrence directe avec le fermier américain ou allemand. Et on nous dit que cette ouverture permettra aux paysans du Sud d'exporter vers le Nord. C'est un mensonge, une tromperie, un abus de pouvoir!»

Au Mexique, depuis l'accord sur l'ouverture des marchés locaux à la production agricole américaine (dans le cadre de l'ALENA), la production de

Le devoir de protéger ses productions

«Certains parlent de régulation. Nous, nous disons non!, tempête Mohamed Tabouré, du journal malien Sanfin. Nous devons rompre avec le système de libre-échange dans lequel nous serons toujours perdants. Nous voulons la souveraineté alimentaire, la souveraineté nationale, vivre en peuples libres dans des pays libres.» Face aux pays du Nord qui n'accepteront jamais de supprimer toutes leurs aides à l'agriculture – «et c'est bien leur droit»

— il s'agit de revendiquer le droit —
« mieux encore, le devoir » de se protéger en taxant les produits alimentaires. Faute de budgets pour des soutiens et subventions internes, la protection à l'importation serait ainsi la forme de soutien la plus solidaire et la plus accessible aux pays pauvres. Et à la Banque mondiale qui tente de convaincre qu'elle s'engage dans la lutte contre la pauvreté, Ibrahim Coulibaly rétorque : « Mais qu'est-ce que la lutte contre la pauvreté ? N'est-ce pas de permettre aux paysans de pouvoir vendre leurs récoltes au-dessus de leur coût de production ? »

La finance met nos paysans à genoux

L'agriculture africaine subit de plein fouet les mutations d'un monde dans lequel la masse d'argent et ses concentrations n'ont jamais été aussi fortes et les multinationales n'ont jamais eu autant de pouvoir. Les paysans vivent localement ce qui se vit au niveau international : la financiarisation à outrance et la spirale de l'endettement. C'est par exemple l'Office du Niger qui établit des factures de plus en plus élevées pour l'eau d'irrigation, sans rapport avec les bénéfices que les paysans peuvent tirer de leurs récoltes, et qui impose la transmission des dettes de génération en génération quand il ne saisit pas tout simplement les parcelles des familles endettées. Mais c'est aussi et surtout les banques qui, à l'image de la Banque nationale de développement agricole (BNDA), une banque française, conditionnent l'accès au crédit par la caution solidaire de tout le village. Des producteurs qui n'ont contracté aucun emprunt payent pour d'autres qui se sont endettés. Les créanciers demandent ainsi aux populations paysannes de rembourser une dette qu'elles ne savent même pas avoir contractées.

Si le village de Soroba, au Mali, doit aujourd'hui affronter une terrible famine, ce n'est pas parce que la production a été mauvaise, ni même parce qu'elle n'a pu être vendue, encore moins à

« On parle globalement des paysans et on oublie les femmes »



« **NOUS SOMMES PLUSIEURS FEMMES** ici mais aucune ou presque n'est venue à la tribune. A chaque fois, on parle globalement des paysans et on oublie les femmes — sauf quand on parle du micro-crédit. Et à chaque fois on nous dit que c'est pour ne pas créer des différences. Que quand on dit « paysans », on parle de tout le monde. Lorsque l'on veut parler de ce que l'on vit, les hommes nous disent « vous vous départagez de nous ». Nous on ne veut pas ça mais

nos activités ne sont pas les mêmes. Ils ne veulent pas le comprendre. On a des préoccupations particulières. Dans mon village, on est parvenu à s'organiser et à obtenir des appuis pour permettre de mettre en place des activités d'alphabétisation, de formation en gestion. Comment créer des activités génératrices de revenu, comment participer au marché, écouler nos productions, les conserver pour les vendre au moment où on ne les trouve plus, les transformer ? Ces questions-là sont essentielles pour nous. Il faudrait sans doute que nous organisions un forum des femmes mais on n'en a pas les moyens financiers.

J'AI PASSÉ PLUS DE DEUX JOURS sur la route pour rejoindre Kita. J'ai quitté mon organisation pour venir ici, mon village, et je dois leur rendre compte. Je repars assommé par tout ce que j'ai appris, avec une grande envie d'aller de l'avant. Mais aussi un peu déçue. Je n'ai pas apprécié qu'on se moque de moi : Je n'ai pas froid aux yeux pour parler mais pour lire et écrire, je fais trop de fautes. Et quand j'ai dû lire un texte à la tribune, la foule m'a chahuté. Je n'ai fait que 5 ans sur les bancs de l'école. Nous, les paysans, nous ne sommes pas lettrés. Je ne suis pas née française, je suis bambara et c'est la langue que je comprends. Il ne faut pas écarter les gens qui ne maîtrisent pas tout très bien, il faut les aider à progresser, leur en donner les moyens. Une rencontre comme ça, c'est aussi fait pour apprendre. Heureusement que l'organisateur à la tribune m'a soutenu, il a dit : "Écoutez-là, laissez-la finir" et ça m'a encouragé. »

Togola Dédé Kouandé. Présidente des femmes rurales locales de Sikasso.

cause de conditions climatiques difficiles. Non ! « Mais parce que la BNDA a envoyé ses agents de recouvrement saisir les maigres ressources du village pour des prêts que quelques paysans n'arrivaient pas à rembourser, dénonce Mohamed Tabouré. Ils ont saisi tous les bœufs du village, 83, empêchant toute nouvelle culture. Voilà comment la finance internationale met nos paysans à genoux ! »

Le développement... agricole d'abord

Les politiques agricoles des gouvernements successifs sont également

mises en cause. « Les élites africaines ont conservé le schéma de développement colonial basé sur les cultures de rentes, dénonce Ibrahim Coulibaly. Un schéma qui a fait le malheur de tout le monde. Aujourd'hui, les paysans qui cultivent le coton n'ont pas de quoi vivre pendant que l'Etat gagne des devises en vendant leurs récoltes pour... acheter du riz thaïlandais. » Dans leur processus de développement, les pays asiatiques et ceux de l'Afrique du Nord et du Sud n'ont, eux, pas négligé leur secteur agricole. De quelle industrialisation veut-on parler en laissant de côté 70 % à 80 % de la population ? Comment imaginer le développement sans développement agricole ? L'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) n'a pas plus de projet pour l'agriculture paysanne. Elle a ainsi décidé d'une taxe à l'exportation sur les produits agricoles avant même de définir une politique agricole. Un petit

« Si on ne peut plus vivre comme paysan, on viendra tous dans les villes. Et qui nous nourrira ? Il ne nous restera plus qu'à nous manger entre nous. »



Face au poulet congelé d'Europe ou encore aux oignons, largement subventionnés, les productions locales ont bien du mal à résister.

L'avenir pour les africains consiste alors à s'investir prioritairement dans l'élaboration d'un projet alternatif pour l'agriculture et la paysannerie qui favorise l'agriculture familiale, valorise les productions locales, assure à tous une protection sociale aujourd'hui réservée à une minorité des villes. « La solidarité familiale qu'on ne se lasse d'évoquer en parlant de l'Afrique n'est pas suffisante, tempête Mohamed Tabouré. Elle ne peut servir de prétexte à priver l'essentiel de la population d'une solidarité organisée. Les paysans ont droit à une retraite ! »

Et parce qu'aujourd'hui, les Etats font davantage partie du problème que des solutions, qu'ils persistent à ne s'intéresser qu'aux villes, il y a urgence à ce que les paysans s'organisent, comme ils ont pu le faire en Asie et en Amérique latine. « Il faut désormais que les dirigeants aient peur des paysans ! » Ceux qui étaient présents à Kita sont bien décidés à témoigner de leur détermination.

**Stéphane Desgain (Cncd/Belgique)
et Anne Marchand
(Groupe Afrique /Attac France)**

Contacts

Ibrahima Coulibaly
Coordinateur du ROPPA pour le Mali
BP 3066 – Bamako – Mali
Tél: (223) 228 67 81 / (223) 676 11 26
Courriel: aopp@cfeib.com

Bernard Founou-Tchuigoua
Directeur de recherches
Forum du tiers Monde
5, rue Calmette
BP 3501 – Dakar – Sénégal
Tél. / Fax: (221) 821 11 44
Courriel: ftm@refer.sn

Maurice Oudet
ABC Burkina
B.P. 332 – Koudougou – Burkina Faso
Tél.: (226) 50 44 03 56
Courriel: oudet.maurice@fasonet.bf
Site: www.abcburkina.net

Mohamed Tabouré
Journal Sanfin – Mali
Courriel: momotamed@yahoo.fr

10% de taxe commune sur le riz en provenance de l'étranger quand dans le même temps le Japon a fixé la sienne à 2000%, avant de la réduire à 490% sous la pression internationale. « Il n'existe pas de politiques agricoles dignes de ce nom dans nos pays, poursuit Maurice Oudet. Tous les programmes sont élaborés en fonction de la ville. Mépriser les paysans, c'est du suicide. Il faut vite réagir, nous sommes tous concernés ! »

Coca-Cola ou jus de bissap ?

Et sans doute en premier lieu les populations citadines qui tendent à mépriser les productions locales. Quand ce n'est pas les producteurs eux-mêmes qui, dévalorisés, perdent la fierté de leur travail. Au-delà d'une remise en cause des règles du commerce international, c'est à un changement des mentalités qu'il faut donc s'atteler. « Être paysan est un métier qui mérite le respect, insiste Ibrahim Coulibaly. Et je suis heureux qu'on nous ait servi ce matin de la bouille de maïs. Parce qu'il faut savoir une chose: boire du Coca-Cola plutôt que du jus de bissap, c'est contribuer à tuer l'économie malienne. » Maurice Oudet ironise sur l'expression « Ce soir, c'est l'Afrique en danger » que les enfants des villes de l'Afrique de l'Ouest utilisent lorsque c'est la troi-

sième fois dans la semaine que se retrouvent au menu du mil ou du sorgho, les céréales locales. « Personne n'est là pour leur faire comprendre qu'ils se trompent complètement. C'est quand nous mangeons du riz thaïlandais ou américain que l'Afrique est en danger. C'est quand nous mangeons des pâtes alimentaires faites avec du blé dur italien, quand nous prenons un petit-déjeuner composé de lait européen et de pain fait à partir de blé français ou allemand. Pourquoi consommer tant de confitures venues d'Europe alors que nous avons du sucre et des fruits qui pourrissent ? Pourquoi consommer tant de Vache qui rit importée quand la population du Burkina par exemple comprend 10% d'éleveurs ? Pourquoi utiliser les cube Maggi ou Jumbo alors que le soumbala est parfaitement sain, et pourrait être développé de façon industrielle ? »

Les ressources manquent qui permettraient aux paysans de diversifier leur production, d'assurer leur transformation et leur écoulement correct sur les marchés africains. De nombreux fruits et légumes pourrissent avant même d'être vendus. « Nous produisons souvent la même chose en même temps et tout arrive sur le marché au même moment, témoigne Togola Dédé Kouandé, présidente des femmes rurales de Sikasso. Nous avons besoin de soutien, d'appui, de formation. »

« La solidarité familiale qu'on ne se lasse d'évoquer en parlant de l'Afrique n'est pas suffisante. Elle ne peut servir de prétexte à priver l'essentiel de la population d'une solidarité organisée. Les paysans ont droit à une retraite ! »

Le chemin de fer c'est comme le sang pour le corps humain

Depuis sa privatisation en octobre 2003, le chemin de fer malien néglige le transports de voyageurs au profit de celui des marchandises. Une aubaine pour le nouvel acquéreur, une société canado-française, mais une catastrophe pour les populations. Un collectif citoyen tente d'organiser la résistance.

De Bamako à Kita, il a fallu compter 5 bonnes heures de route sur une piste plus ou moins bringuebahlante. Cinq heures de plus pour tous les participants à ce III^e forum des peuples qui, pour certains, venus du Togo, du Niger, du Burkina, avaient déjà passé de nombreuses heures de voyage, fragmentées entre compagnies de bus et frontières, taxis collectifs et pannes automobiles... C'est dire combien Kita, à quelques 200 kilomètres à peine de la capitale malienne, est désormais difficile à rejoindre. Kita, pourtant «ville du rail», au point kilométrique ??? sur la fameuse voie ferrée qui relie Kayes à Bamako. Kita dont la gare regarde désormais passer les trains qui ne s'arrêtent plus. Kita, choisie pour accueillir le forum des peuples, histoire de témoigner haut et fort des conséquences de la privatisation du chemin de fer malien et des résistances qui se développent.

Et nombre d'ateliers et tables-rondes sur les services publics et les services sociaux de base n'ont pas manqué de se faire l'écho de la colère et des conséquences dramatiques de cette privatisation sur l'économie locale et nationale. «J'ai mis 24 heures pour



venir en train de Kayes à Bamako, 24 heures pour faire 600 km !, témoigne Mohamed Tabouré, du journal Sanfin. Les rares trains pour voyageurs doivent désormais céder leur place aux trains de marchandises qui sont prioritaires sur tout le réseau. Alors on s'arrête pour laisser passer le transport de marchandises, on attend le temps qu'il reparte pour repartir, on lui cède la voie. Un cheminot qui ferait le contraire serait viré, les voyageurs, ça ne dégage pas suffisamment de profit.»

Drôles de conditions pour une subvention

La coopération canadienne avait participé à financer les rencontres des années précédentes. Pour ce quatrième forum des peuples, l'ambassade du Canada avait promis de 5 000 000 à 7 000 000 F cfa. Un accord de principe avait été signifié, une promesse ferme. Mais au dernier moment, 4 jours avant la tenue du Forum, elle fait machine arrière.

Panique parmi les organisateurs, pris de court, surpris. Au programme définitif de ces quatre jours de rencontres, qu'ils viennent de faire parvenir à l'ambassade canadienne, figurent quelques ateliers dénonçant les privatisations, notamment celle du chemin de fer malien, racheté par un consortium canado-français. Existerait-il un rapport ?

Vendue en octobre 2003 à un consortium canado-français (1) du nom de Transrail SA., la ligne de chemin de fer Dakar-Niger, centenaire en 2004, néglige en effet les voyageurs. Licenciements de 600 cheminots, suppression des droits du travail acquis par les luttes de 1947 (pour les veuves, les retraités, les salariés), fermetures des deux-tiers des gares et haltes (26 sur 36), trafic voyageur réduit à une peau de chagrin..., la privatisation condamne à l'enclavement des milliers de personnes dont les villages jouxtaient la ligne de chemin de fer. Une catastrophe. « Toutes les populations qui parvenaient à vivre autour de la voie sont aujourd'hui réduites à la misère, raconte Tiécoura Traoré, ingénieur ferroviaire et fondateur du Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail malien (Cocidirail). Il n'y a plus moyen d'écouler les productions, les mangues pourrissent sur place dans les vergers. Les femmes qui parvenaient par la vente le long des voies à épargner un peu n'arrivent même plus à s'acheter un morceau de savon pour se laver. On retire les enfants de l'école car c'est désormais trop cher... » Pendant ce temps, le trafic de marchandises, lui, se développe à plein et rapporte à Transrail, selon Mohamed Tabouré, des bénéficiaires de plus d'un milliard de francs CFA par mois. Une aubaine pour l'acquéreur !

Pour un service public du rail

Un scandale pour Tiécoura Traoré qui n'a pas hésité à mettre sur pied un collectif citoyen baptisé Cocidirail dès qu'il a eu vent de cette privatisation. L'objectif : « rendre le chemin de fer au peuple malien ». Pas question d'en revenir à la situation qui précédait la privatisation, où, déjà, les conditions de transports des voyageurs pouvaient souffrir d'une mauvaise gestion et de négligences de la part de la Régie du chemin de fer malien (RCFM). Mais « parce que le chemin

de fer n'appartient pas qu'aux cheminots », Cocidirail affirme la volonté de construire avec tous un nouveau service public du rail qui réponde au mieux aux besoins des voyageurs, au développement du territoire et de l'économie locale et nationale. Une initiative inédite au Mali – comme ailleurs – qui témoigne de l'émergence de nouvelles formes de luttes contre les privatisations. Campagne nationale, meetings et débats dans toutes les régions du Mali, pétition en direction des députés..., Cocidirail multiplie les initiatives et suscite curiosités et intérêts dans un contexte où les populations ont plus ou moins intériorisé, au terme notamment de plusieurs années de dictature, qu'une décision prise par le gouvernement – et plus encore par le président de la République – ne peut être remise en cause.

« Notre chemin de fer n'a pas été vendu, mais bradé, dénonce Tiécoura Traoré. Alors que le patrimoine de la Régie du chemin de fer malien a été évalué à plus de 105 milliards de Francs CFA, c'est à moins de moins de 7 milliards que les repreneurs privés l'ont obtenu, payables en sept ans. Le gouvernement qui a pris cette initiative n'a respecté aucune décision légale. Notre Constitution interdit l'aliénation du patrimoine public, il aurait fallu un vote de l'Assemblée

nationale. » Des milliers de Maliennes et de Maliens de par tout le pays se sont associés à sa protestation, signant la pétition proposée par le collectif et, devant cette exigence, les députés ont finalement refusé d'entériner rétroactivement une loi qui aurait permis de légaliser la vente du chemin de fer. Pour son premier anniversaire, le 1^{er} septembre dernier 2004, Cocidirail a pu rendre publique devant 21 journaux et radios et toutes les personnes mobilisées une déclaration intitulée : « Le gouvernement a jeté le chemin de fer par la fenêtre. Les députés le refusent. Rendons le chemin de fer au peuple malien ! ». C'était sans doute trop pour Transrail qui a décidé de licencier Tiécoura Traoré pour « Acte déloyal vis-à-vis de Transrail SA et volonté délibérée de nuire à la société ». Ingénieur ferroviaire, fils de cheminot lui-même, ancien directeur adjoint de l'école des cadres du chemin de fer africain à Brazzaville, Tiécoura Traoré bénéficiait d'une grande confiance auprès des cheminots et des citoyens maliens partisans d'un chemin de fer répondant aux besoins des populations. En le sanctionnant, c'est toute la mobilisation populaire qu'on entend faire taire et plier. Un collectif international de soutien s'est créé, vous pouvez le rejoindre (voir encadré).

Pour soutenir, vous pouvez :

- écrire une lettre de soutien au Cocidirail
Cocidirail - BP A41 - Kati - République du Mali.
Email : cocidirail@yahoo.fr - drtiécouratraore@yahoo.fr
Tél. : 00-223-639-08-71
- écrire une lettre de protestation à la société Transrail, exigeant, avec Cocidirail, « l'annulation immédiate et inconditionnelle de ce licenciement illégal et injuste et le maintien et la réintégration pleine et entière de Tiécoura Traoré dans la totalité des droits »
Transrail SA (filiale du groupe canadien CANAC et du groupe français GETMA)
Immeuble Babemba - Bamako - République du Mali
Tél. : 00 223 222 52 73 - Fax : 00 223 222 54 33
- vous associer à la campagne internationale de soutien lancée à l'initiative d'Attac France, Sud rail et la CGT cheminots :
www.france.attac.org/a4967
www.france.attac.org/IMG/pdf/Tiecoura

« Comme services publics, il ne nous reste plus que la police et l'armée... pour nous réprimer »

Eau, terre, coton, énergie, télécoms..., au Niger, les privatisations s'enchaînent. Pour en témoigner, Cissé, Mamane, Ibo Fourératou et les autres avaient fait le voyage vers Kita. Trois jours de route éprouvants, avec la volonté de construire des ponts entre les résistances.

«Ce que vivent les Maliens n'est vraiment pas très éloigné de ce que nous vivons, explique Cissé, journaliste à **Alternatives Niger**. Je ne me sens pas ici à l'étranger. Nos pays appartenaient au même empire mandingue, avant les frontières héritées de la conférence de Berlin.»

Aux paysans maliens qui s'inquiètent de l'avenir du coton dans leur pays, Cissé rapporte la situation au Niger. « Nos paysans ne sont plus que des métayers sur leur terre. Nous sommes totalement exclus du débat sur le coton en Afrique puisque chez nous tout appartient aux Chinois. Dans la zone de Gaïa, la terre est fertile et généreuse et offre à ceux qui la cultivent deux récoltes par an. Des centaines d'hectares de ces terres ont été vendus aux Chinois par notre gouvernement qui leur a cédé notre industrie cotonnière, de la production jusqu'à la transformation.

La terre, c'est ce qui donne à l'homme sa dignité, sa fierté, le sens de sa vie. Mais au nom du néolibéralisme et d'une responsabilité politique passagère, le sort de ces paysans a été sacrifié; ils sont devenus métayers sur la terre de leurs ancêtres, pour un salaire de misère qui ne leur permet pas de vivre et d'élever convenablement leurs enfants. Ils sont devenus comme on dit chez nous "les vaches les plus maigres qui vivent dans les prairies les plus vertes". Les Chinois ont aussi acheté l'usine de transformation du coton. Les ouvriers y ont travaillé toute cette année jour et nuit pour fabriquer des pagnes, des pagnes et encore des pagnes pour un salaire de 27500 Fcfa. On vient de les mettre au chômage technique, de leur dire de rentrer à la maison en s'asseyant sur la moitié de leur salaire dans un pays où le contrôle des prix n'existe plus, où la santé est privatisée, l'eau est privatisée, où le sac de riz de 50 kg coûte 15000 Fcfa quand ils ne gagnent que 12500 Fcfa.»

En 2002, la société française Vivendi Universal obtient le marché de l'eau au Niger. Le cahier des charges stipule qu'elle doit investir pour améliorer la distribution de l'eau. Il n'est pas respecté. En revanche, les prix ont grimpé en flèche, la pénurie s'est installée et, avec elle, la violence. «Niamey se divise en 60 quartiers, dans 40 d'entre eux, il n'y a de l'eau que durant une partie de la nuit, entre 3 et 6 heures du matin, témoigne Cissé. En mai dernier, pendant la crise de l'eau, le mois le plus caniculaire avec parfois 47° C à l'ombre, le bidon de 4 litres d'eau à pu être vendu à 100F (un Nigérien moyen gagne moins de 1 dollar par jour). Au bord des puits, des forages, les gens en viennent à se battre. Après la guerre du feu, c'est maintenant la guerre de l'eau.»

«Vivendi a eu l'eau, il veut aujourd'hui l'énergie, poursuit son compatriote Mamani Sani. Face à son concurrent, le Nigéria, qui est notre fournisseur actuel, Vivendi en appelle à la "vérité des prix". C'est pour nous une grave menace. A ce rythme-là, si l'énergie nous est vendue au prix du marché, nous n'aurons plus droit qu'à la lampe à pétrole», s'inquiète-t-il. La compagnie nationale chargée de la distribution du lait vient également d'être privatisée, les télécoms vendues à un consortium sino-lybien. «Au Niger, c'est la privatisation sans limite. Nous n'avons plus de patrimoine national, plus de fonction publique, les fonds d'épargne retraite ont été gelés. Les 4/5^e des jeunes Nigériens ne savent pas lire ni écrire. Nous avons un médecin pour 45000 habitants alors qu'il en existe 160 qui chôment. De public, il ne nous reste plus que la police et l'armée... pour nous réprimer.»

↳ **Alternatives Niger**, coopérative créée en 1996 autour d'un journal du même nom. Elle regroupe aujourd'hui une quinzaine de salariés, s'est enrichie d'une association, d'une radio 99.4 Niamey, d'un club des auditeurs, d'un espace multimédia, de production vidéo et de soutien à la création de jeunes groupes musicaux.

Alternatives Niger, BP 10948, Niamey, Niger.

Tél/fax : (00-227) 74-24-82.

Courriel : alter@intnet.ne – Site : www.alternative.ne

Déclaration finale du Forum des peuples

En contre-point de la réunion des chefs d'Etat des huit pays les plus riches (G8) en Géorgie (USA) et pour marquer le refus de la résignation des peuples africains, des représentants de mouvements sociaux venus du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Gambie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad, du Togo et aussi de Belgique, du Canada, de France et de la Suisse, se sont réunis à Kita (Mali) du 6 au 10 juin 2004 dans le cadre du Forum des peuples. Après Siby en 2002 et 2003, la III^e édition du Forum des Peuples s'est illustrée par la participation massive des paysans venus des huit régions du Mali.

Au terme de 4 jours de rencontres, d'échanges et de réflexions dans le cadre de conférences-débats et d'ateliers, les centaines de participants (es) (plus de 700) conviennent de la déclaration ci-après.

Considérant

- la gravité des crises économiques, politiques, sociales et culturelles dans le continent africain du fait de son insertion dans la mondialisation capitaliste néo-libérale et ses effets désastreux sur les populations;
- l'absence de visions et de stratégies globales dans les politiques de développement;
- la destruction du tissu économique et social sous l'effet d'une dette odieuse, de l'application des Plans d'ajustement structurel et l'envahissement des marchés locaux par l'application des règles injustes de l'OMC;
- la privatisation tout azimut des sociétés et entreprises d'Etat dont le corollaire est le chômage, la dislocation des foyers, la paupérisation croissante de toutes les couches sociales avec une accentuation de la féminisation de la pauvreté;
- l'incurie des dirigeants des Etats africains, la gestion prédatrice des ressources publiques et naturelles (la terre, les forêts et les mines...) et le mépris des droits de la personne;
- la non-association des populations à la conception des politiques de développement et la non-prise en compte de leurs préoccupations et droits fondamentaux;

Le Forum des Peuples exige

- le rejet des politiques néo-libérales (Nepad, ACP-UE, AGOA...) et l'élaboration de stratégies et politiques fondées sur la satisfaction des besoins des populations;
- la démocratisation véritable des systèmes politiques et le respect des droits humains;
- une meilleure implication des peuples africains dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement;

- la prise en compte des alternatives portées par les mouvements sociaux et notamment la création d'un front de refus des chefs d'Etat africains face au diktat des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et autres multinationales créatrices de misères;
- l'annulation inconditionnelle de la dette odieuse de l'Afrique en particulier et du Tiers-Monde en général et la mise en place d'un tribunal international sur la dette;
- l'arrêt immédiat des privatisations et la réappropriation par les peuples d'Afrique de leurs patrimoines nationaux bradés par les dirigeants sous la pression du FMI et de la Banque mondiale;
- la construction d'un véritable service public par l'établissement notamment d'un système éducatif et de santé, accessibles à toutes et tous et de qualité;
- la reconnaissance pour tous les pays du droit, voire du devoir, de protéger son agriculture par des taxes à l'importation sur les produits alimentaires de base;
- le rejet des OGM, la mise en œuvre de politiques de souveraineté alimentaire dans un cadre sous-régional, et d'une politique foncière adaptée aux besoins des sociétés paysannes;
- la cessation du dumping (prix en dessous des coûts de production) et l'instauration de règles de commerce international justes et équitables;
- un partenariat horizontal et équitable dans les relations Nord-Sud;
- le renforcement des liens entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud pour une synergie d'action et un renforcement des capacités.

Nous décidons

d'ici la prochaine édition du Forum des Peuples :

- de mettre en place un comité international d'organisation et de suivi de la mise en œuvre des recommandations;
- d'entreprendre des campagnes d'information et de dénonciation des politiques du FMI et de la Banque mondiale à l'occasion du 60^e anniversaire de ces institutions qui a lieu cette année.

Nous disons

Non au pillage de nos ressources
et à la dégradation de l'environnement!

Vive l'unité d'action
des mouvements sociaux dans le combat!

Vive le Forum des Peuples!

**Le Forum des Peuples
Fait à Kita (Mali), le 10 juin 2004**